

Service : **AEP-AE3**

à

N/Réf. : **MJR**

V/Réf. :

Dossier suivi par : **C. LAUGIER**

Poste : **Tél. : 03.26.68.78.14**

Objet :

**RAPPORT  
DU DIRECTEUR DÉPARTEMENTAL  
DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORÊT**

Monsieur le Préfet de la Région  
"CHAMPAGNE-ARDENNE"  
Préfet du Département de la Marne  
Président du Conseil Départemental  
d'Hygiène  
Hôtel de la Préfecture  
51036 CHALONS SUR MARNE CEDEX  
(A l'attention de Mme ANDRUEJOL)  
Châlons-sur-Marne, le

**4 juin 1997**

**COMMUNE DE SOUDRON  
DEFINITION DES PERIMETRES DE PROTECTION  
du captage communal.**



I - GENERALITES

:

La commune de SOUDRON comprend une population de 287 habitants.

Le présent rapport a pour objet de porter à la connaissance des membres du CDH les éléments relatifs aux périmètres de protection du captage communal situé sur son territoire au lieudit « Le Château d'eau » (indice de classement national : 0188-7X-0005).

En application de l'article 3 et 4 du décret du 3 janvier 1989 modifié, un arrêté préfectoral autorise l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine et fixe les conditions de réalisation, d'exploitation et de protection du point de prélèvement. Cet acte fixe les limites des différents périmètres de protection et les prescriptions applicables dans ces différents périmètres. Cet arrêté est pris après avis du Conseil Départemental d'Hygiène et enquête publique.

II - CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DE L'OUVRAGE

**\* Situation du captage**

Le forage est situé au lieudit « Le Château d'eau » à l'Ouest du village.

**\* Caractéristique de l'ouvrage**

Le puits+forage a été réalisé en 1930.

Profondeur : 23 mètres.

Cuvelage béton de 29 mètres avec tubage métallique de 9 m à 29 mètres.

Il est équipé d'une pompe immergée de 20 m<sup>3</sup>/h.

Une javellisation est pratiquée occasionnellement.

Pièces jointes :

Le courrier adressé à la D.D.A.F. doit l'être sous forme IMPERSONNELLE

#### **\* Géologie - Hydrogéologie**

Le forage capte les eaux du réservoir crayeux du Sénonien.  
La nappe s'écoule localement en direction du Nord-Ouest.  
Le niveau statique est de 6 m en très hautes eaux, à 10,6 m en très basses eaux (nov. 1976).  
La transmissivité de l'aquifère est supérieure à  $1.10^{-2}$  m<sup>2</sup>/s.

#### **\* Vulnérabilité**

Le forage capte les eaux de la nappe de la craie dans un environnement de cultures intensives. L'aquifère est vulnérable car il ne bénéficie pas de recouvrement protecteur par des matériaux peu perméables.

#### **\* Aspects quantitatifs**

Besoins de la commune : 60 m<sup>3</sup>/j en moyenne, 120 m<sup>3</sup>/j en pointe soit environ 22 000 m<sup>3</sup>/an.  
Le débit spécifique de l'ouvrage est supérieur à 40 m<sup>3</sup>/h par mètre de rabattement.

#### **\* Qualité de l'eau**

L'eau est de type bicarbonate calcique, moyennement minéralisée, assez peu dure.

L'analyse CEE a été réalisée en novembre 1994 et présente les caractéristiques d'une eau de qualité conforme.

Les teneurs en nitrates augmentent lentement (30 mg/l environ).

Du point de vue bactériologique les analyses révèlent des contaminations occasionnelles qui ont justifiés des traitements ponctuels par javellisation.

### **III - DEFINITION DES PERIMETRES DE PROTECTION**

L'hydrogéologue agréé, dans son rapport de 1996, définit les trois périmètres de ce forage.

- à l'intérieur du **périmètre de protection immédiat** sont interdits tous dépôts, installations ou activités autres que ceux strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien du point d'eau. Ce périmètre doit être propriété de la commune et devra être clôturé pour en interdire l'accès à toute personne étrangère au Service des Eaux et éviter la pénétration du gibier.

- à l'intérieur du **périmètre de protection rapproché et du périmètre de protection éloigné** :

DEFINITION DES ACTIVITES		Périmètre rapproché	Périmètre éloigné
1 -	Le forage de puits	Int	Rgé
2 -	Les puits filtrants pour évacuation d'eaux usées ou même d'eaux pluviales	Int	Rgé
3 -	L'ouverture et l'exploitation de carrières ou de gravières	Int	Rgé
4 -	L'ouverture d'excavations, autres que carrières (à ciel ouvert)	Rsp	Rgé
5 -	Le remblaiement des excavations ou des carrières existantes	Rsp	Rgé
6 -	L'installation de dépôts d'ordures ménagères, d'immondices, de détrit, de produits radioactifs et de tous les produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux	Int	Rgé
7 -	L'implantation d'ouvrages de transport des eaux usées d'origine domestique ou industrielle, qu'elles soient brutes ou épurées	Int	Rgé
8 -	L'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tous autres produits liquides	Int	Rgé
9 -	Les installations de stockage d'hydrocarbures liquides, de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature	Int	Rsp
10 -	L'établissement de toutes constructions superficielles ou souterraines, même provisoires autres que celles strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau	Rsp	Rgé
11 -	L'épandage ou l'infiltration des lisiers et d'eaux usées d'origine industrielle et des matières de vidanges	Int	Rgé
12 -	L'épandage ou l'infiltration des eaux usées ménagères et des eaux vannes à l'exception des matières de vidanges	Int	Rgé
13 -	Le stockage de matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail	Int	Rgé
14 -	Le stockage du fumier, engrais organiques ou chimiques et de tous produits ou substances destinés à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis des cultures	Int	Rgé
15 -	L'épandage du fumier, engrais organiques ou chimiques destinés à la fertilisation des sols	Rsp	Rgé
16 -	L'épandage de tous produits ou substances destinés à la lutte contre les ennemis des cultures	Rsp	Rgé
17 -	L'établissement d'étables ou de stabulations libres	Int	Rgé
18 -	Le pacage des animaux	Rgé	Rgé
19 -	L'installation d'abreuvoirs ou d'abris destinés au bétail	Int	Rgé
20 -	Le défrichement	Rgé	Rgé
21 -	La création d'étangs	Int	Rgé
22 -	Le camping (même sauvage) et le stationnement de caravanes	Int	Rgé
23 -	La construction ou la modification des voies de communication ainsi que leurs conditions d'utilisation	Rsp	Rgé

**Int** : activité interdite - **Rgé** : activité soumise à la réglementation générale du département - **Rsp** : activité soumise à réglementation spécifique (voir ci-après).



## **REGLEMENTATIONS SPECIFIQUES :**

### **Rubrique 1. Le Forage de puits**

Il est interdit, à l'exclusion des ouvrages destinés à l'amélioration des ressources en eau pour l'alimentation en eau potable. Le forage préexistant du bâtiment agricole (poulailler) situé dans le périmètre rapproché devra faire l'objet d'un contrôle de potabilité de l'eau qui y est puisée. La fréquence minimale de ce contrôle est de une fois par an en période hivernale.

### **Rubrique 4. L'ouverture d'excavations, autres que carrières (à ciel ouvert)**

Les excavations ne devront pas favoriser l'infiltration d'eau de ruissellement ; elles ne pourront être que provisoires et comblées avec les matériaux extraits convenablement compactés.

### **Rubrique 5. Le remblaiement des excavations ou des carrières existantes**

Le remblaiement des excavations ne pourra être réalisé qu'avec des matériaux non solubles, vérifiés par tests de lixiviation à l'eau et non putrescibles.

### **Rubrique 10. Constructions superficielles**

Elles sont interdites dans le périmètre rapproché à l'exception des locaux nécessaires à l'alimentation en eau potable. Le bâtiment agricole (poulailler) situé dans le périmètre rapproché devra être mis en conformité avec les dispositions fixées par le permis de construire délivré le 17 octobre 1995.

### **Rubrique 15. L'épandage de fumier, engrais organiques ou chimiques destinés à la fertilisation des sols**

Sera adapté à la culture en tenant compte du solde disponible sur les deux années antérieures.

### **Rubrique 16. L'épandage de tous produits ou substances destinés à la lutte contre les ennemis des cultures**

Devra être conforme aux doses d'emploi préconisées par le fabricant. L'utilisation d'atrazine et de simazine est fortement déconseillée.

### **Rubrique 23. La construction ou la modification des voies de communication ainsi que leurs conditions d'utilisation**

Les travaux doivent écarter toute infiltration d'eau et concentration de ruissellement dans l'emprise du périmètre rapproché.

## **AVIS COMPLEMENTAIRE DE L'HYDROGEOLOGUE AGREE en date du 10 avril 1997.**

### **Rubrique 2 : puits filtrant pour l'évacuation d'eaux usées et d'eaux pluviales.**

- selon les renseignements recueillis auprès du représentant de la Municipalité qui a été rencontré il n'en existerait pas dans le périmètre de protection rapproché défini ; si cette information est erronée, le rejet d'eaux pluviales peut être toléré sous réserve qu'il concerne exclusivement les eaux de toiture. Le rejet d'eaux usées en puits filtrant est interdit.

### **Rubrique 8 : implantation de canalisations d'hydrocarbures.**

- les canalisations existantes devront faire l'objet d'épreuves d'étanchéité, les stockages d'hydrocarbures liquides auxquels elles sont raccordées devront être munis de cuvettes de rétention étanches d'un volume équivalent à celui de ces stockages.

**Rubrique 17 :** l'établissement d'élevage existant est toléré, les déchets issus de cet établissement devront être stockés sur des aires de rétention étanches ou être évacués sans délai hors des limites du périmètre de protection rapprochée.

**Rubrique 15** : l'épandage de fumier ou de toute autre matière fécale est interdit dans le périmètre rapproché.

La commune veillera à l'application des prescriptions énoncées. En ce qui concerne les activités susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux de la nappe, elles devront être déclarées à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales.

#### IV- AVIS DE LA DDASS

Une visite des lieux a été faite par la DDASS, la DDE et la DDAF le 7 mars 1997.

Monsieur le Directeur de la DDASS, rappelle les remarques suivantes (faites par courrier du 14 mars 1997). En particulier :

- les rubriques 1, 2, 8 et 17 du tableau, proposent des interdictions concernant le forage de puits, les puits filtrants pour évacuation des eaux pluviales, l'implantation de canalisations d'hydrocarbures et les établissements d'élevage. Or, dans la zone du périmètres rapproché, ces activités existent déjà, il conviendra de préciser si elles sont sujettes à l'interdiction et le cas échéant quelle réglementation spécifique s'y rattache si tel n'est pas le cas notamment en cas d'extension.

- en outre, compte tenu que les périmètres ont vocation à lutter contre les pollutions ponctuelles, notamment microbiologiques, il me paraît opportun de proposer une interdiction pour la rubrique 15, à savoir l'épandage de fumier, ou de toute matière fécale dans le périmètre rapproché.

- de nombreuses cuves de stockages d'engrais sans cuvette de rétention existent dans le périmètre rapproché ou en limite de celui-ci. Conformément aux propositions de l'hydrogéologue, les cuves implantées de façon non réglementaire, c'est à dire sans cuve de rétention, devront être installées hors du périmètre rapproché et posséder une enveloppe à double paroi si elles sont enterrées ou une cuve de rétention si elles sont aériennes.

- le réseau d'eau potable communal devra être protégé contre les retours d'eau, en particulier aux prises d'eau agricoles, afin d'éviter les risques de pollution. Ci-joint un schéma du dispositif qui pourra utilement être mis en oeuvre.

#### Au niveau de la qualité de l'eau

- les analyses d'eau réalisées dans le cadre du contrôle sanitaire ne révèlent pas de dépassement de normes pour les paramètres physico-chimiques. Les teneurs en pesticides sont conformes aux exigences réglementaires. L'évolution des nitrates est positive mais lente. Aussi, il est indispensable de protéger l'environnement de l'ouvrage.

Le courrier correspondant à ces remarques est joint en annexe 1. La DDASS émet un avis favorable à l'instauration de ces périmètres de protection.



**Rubrique 15** : l'épandage de fumier ou de toute autre matière fécale est interdit dans le périmètre rapproché.

La commune veillera à l'application des prescriptions énoncées. En ce qui concerne les activités susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux de la nappe, elles devront être déclarées à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales.

#### IV- AVIS DE LA DDASS

Une visite des lieux a été faite par la DDASS, la DDE et la DDAF le 7 mars 1997.

Monsieur le Directeur de la DDASS, rappelle les remarques suivantes (faites par courrier du 14 mars 1997). En particulier :

- les rubriques 1, 2, 8 et 17 du tableau, proposent des interdictions concernant le forage de puits, les puits filtrants pour évacuation des eaux pluviales, l'implantation de canalisations d'hydrocarbures et les établissements d'élevage. Or, dans la zone du périmètre rapproché, ces activités existent déjà, il conviendra de préciser si elles sont sujettes à l'interdiction et le cas échéant quelle réglementation spécifique s'y rattache si tel n'est pas le cas notamment en cas d'extension.

- en outre, compte tenu que les périmètres ont vocation à lutter contre les pollutions ponctuelles, notamment microbiologiques, il me paraît opportun de proposer une interdiction pour la rubrique 15, à savoir l'épandage de fumier, ou de toute matière fécale dans le périmètre rapproché.

- de nombreuses cuves de stockages d'engrais sans cuvette de rétention existent dans le périmètre rapproché ou en limite de celui-ci. Conformément aux propositions de l'hydrogéologue, les cuves implantées de façon non réglementaire, c'est à dire sans cuve de rétention, devront être installées hors du périmètre rapproché et posséder une enveloppe à double paroi si elles sont enterrées ou une cuve de rétention si elles sont aériennes.

- le réseau d'eau potable communal devra être protégé contre les retours d'eau, en particulier aux prises d'eau agricoles, afin d'éviter les risques de pollution. Ci-joint un schéma du dispositif qui pourra utilement être mis en oeuvre.

#### Au niveau de la qualité de l'eau

- les analyses d'eau réalisées dans le cadre du contrôle sanitaire ne révèlent pas de dépassement de normes pour les paramètres physico-chimiques. Les teneurs en pesticides sont conformes aux exigences réglementaires. L'évolution des nitrates est positive mais lente. Aussi, il est indispensable de protéger l'environnement de l'ouvrage.

Le courrier correspondant à ces remarques est joint en annexe 1. La DDASS émet un avis favorable à l'instauration de ces périmètres de protection.

#### V- CONCLUSION DU RAPPORTEUR

Nous avons l'honneur de proposer à votre assemblée d'émettre un avis favorable :

- au prélèvement d'un débit maximal de 150 m<sup>3</sup>/jour et 14 l/seconde,
- à la définition des périmètres de protection, du captage alimentant la commune de SOUDRON, tels que définis par l'hydrogéologue agréé.

VU et PRESENTE,  
CHALONS EN CHAMPAGNE, le 4 juin 1997  
Le Directeur Départemental de  
l'Agriculture et de la Forêt,

  
Jean-Guy MONNOT

L'Ingénieur du Génie Rural  
des Eaux et des Forêts

  
O. LAUGIER

P.J. : Limites des périmètres de protection :  
Plan au 1/ 4 000 °  
Plan au 1/ 25 000 °

# Alimentation en eau de point d'eau Agricole

Amenée de l'eau

Tuyau annelé  $\phi 50$

chaînettes support

Toujours hors Cuve

Tuyau PVC  $\phi 80/90$

Tube plongeur

Nive Traitement

